

Par arrêtés royaux du 10 janvier 1997 :

— Mme Bosmans, G., président de chambre à la cour d'appel d'Anvers, est autorisée, à sa demande, à continuer d'exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à la place rendue vacante au sein de sa juridiction et au plus tard jusqu'au 13 août 1997;

— M. Helpens, M., juge de paix du cinquième canton de Bruxelles, est nommé en outre juge de complément au tribunal de police de Bruxelles.

[97/9054]

Police judiciaire

Par arrêté royal du 10 janvier 1997, M. Lefever, Y., officier-commissaire aux délégations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Bruxelles, est nommé officier-commissaire principal aux délégations judiciaires près ce parquet, à la date du 1^{er} décembre 1996.

Bij koninklijke besluiten van 10 januari 1997 :

— is Mevr. Bosmans, G., kamervoorzitter in het hof van beroep te Antwerpen, op haar verzoek, gemachtigd om haar ambt uit te oefenen tot dat er voorzien is in de plaats die is opengevallen in haar rechtscollege en ten laatste tot 13 augustus 1997;

— is de heer Helpens, M., vrederechter van het vijfde kanton Brussel, bovendien benoemd tot toegevoegd rechter in de politierechtbank te Brussel.

[97/9054]

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 10 januari 1997 wordt de heer Lefever, Y., officier-commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op datum van 1 december 1996, benoemd tot officier-eerststaanwezend commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

MINISTÈRE DES FINANCES

[C - 97/3036]

13 JANVIER 1997. — Arrêté ministériel portant approbation de la modification du règlement du marché de la Bourse de Bruxelles

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,

Vu la directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, notamment les articles 10 et 17;

Vu l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, notamment l'article 11;

Vu la décision du comité de direction de la Bourse de Bruxelles modifiant le règlement de marché de la Bourse de Bruxelles;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modifications au règlement du marché de la Bourse de Bruxelles, annexées au présent arrêté, sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 janvier 1997.

Ph. MAYSTADT

Annexe

MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DU MARCHÉ DE LA BOURSE DE BRUXELLES

Art. 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du règlement du marché, il est inséré un 3^obis et un 27^obis, rédigés comme suit :

« 3^obis : Nouveau marché : le nouveau marché est un marché qui ne constitue pas une cote officielle au sens de la directive visée à l'article 92 de l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles et sur lequel sont inscrits les instruments financiers conformément au chapitre VIII du règlement précité.

27^obis : Membre du nouveau marché : toute personne physique ou morale, membre du nouveau marché conformément au chapitre III de l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles et qui opte pour l'un et/ou l'autre des statuts suivants :

- introducteur-teneur de marché, en abrégé : ITM;
- négociateur-courtier. »

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[C - 97/3036]

13 JANUARI 1997. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van de wijziging van het marktreglement van de Beurs van Brussel

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,

Gelet op de richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, inzonderheid op de artikelen 10 en 17;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de beslissing van het directiecomité van de Beurs van Brussel tot wijziging van het marktreglement van de Beurs van Brussel;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Besluit :

Artikel 1. De bijgevoegde wijzigingen aan het marktreglement van de Beurs van Brussel worden goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 januari 1997.

Ph. MAYSTADT

Bijlage

WIJZIGINGEN AAN HET MARKTREGLEMENT VAN DE BEURS VAN BRUSSEL

Art. 1. In artikel 1 van het marktreglement worden een 3^obis en een 27^obis ingevoegd, luidend als volgt :

« 3^obis : Nieuwe markt : de nieuwe markt is een markt die geen officiële notering is in de zin van de richtlijn bedoeld in artikel 92 van het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, waarin de financiële instrumenten zijn opgenomen overeenkomstig hoofdstuk VIII van dit reglement.

27^obis : Lid van de nieuwe markt : alle natuurlijke of rechtspersonen die lid zijn, overeenkomstig hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel, en die kiest voor één of beide van de volgende statuten :

- sponsor-markthouder, afgekort : SMH;
- verhandelaar-makelaar. »

Art. 2. L'article 1^{er} du même règlement de marché est complété comme suit :

« 34° Introduceur-teneur de marché : l'introduceur-teneur de marché, en abrégé : ITM, est un membre mandaté par la société émettrice ou la société tierce et habilité par la S.B.V.M.B. à remplir sur le nouveau marché, l'une et/ou l'autre des deux fonctions suivantes :

— concourir aux inscriptions des instruments financiers sur le nouveau marché;

— assurer, pendant au moins trois ans après l'inscription, la tenue de marché des instruments financiers pour lesquels il a été habilité par la S.B.V.M.B.

35° Négociateur-courtier : le négociateur-courtier est un membre habilité par la S.B.V.M.B. à exécuter sur le nouveau marché les ordres de ses clients. Il peut, en outre, agir pour son compte propre.

36° Le cross : le cross est une notification au marché d'une transaction qui a eu lieu entre deux clients d'un même intermédiaire et qui a été effectuée par ce même intermédiaire. »

Art. 3. L'article 4, alinéa 1^{er}, du même règlement du marché est remplacé par la disposition suivante :

« Le comité de direction organise un premier, un second et un nouveau marché, ainsi qu'un marché des ventes publiques. »

Art. 4. Un chapitre IX, comprenant les articles 131 à 156, rédigé comme suit, est inséré dans le même règlement de marché :

« CHAPITRE IX. — Dispositions particulières au nouveau marché

Article 131. Toutes les dispositions du présent règlement s'appliquent au nouveau marché, pour autant s'il n'y est pas dérogé spécifiquement.

Section 1. — Les différents statuts des membres du nouveau marché

Article 132. Chaque membre du nouveau marché peut opter pour l'un ou pour les deux statuts suivants :

- a) introduceur-teneur de marché, en abrégé : ITM;
- b) négociateur-courtier.

Les modalités de l'option, visée à l'alinéa 1^{er}, sont déterminées par le comité de direction.

Article 133. § 1^{er}. L'ITM est un membre habilité par le comité de direction pour exercer sur le nouveau marché l'une et/ou l'autre des deux fonctions suivantes :

- a) concourir aux inscriptions des instruments financiers sur le nouveau marché;
- b) assurer, pendant au moins trois ans après l'inscription, la tenue de marché des instruments financiers pour lesquels il a été habilité par le comité de direction. Cette période peut être écourtée par le comité de direction si, avec accord de la société émettrice, un autre teneur de marché s'engage à assurer cette tenue de marché pendant la période nécessaire pour couvrir l'engagement initial de trois ans après l'inscription.

§ 2. Si pour l'inscription d'un instrument financier déterminé, l'ITM ne remplit pas lui-même la fonction de teneur de marché, il doit, avec l'accord du comité de direction, obtenir d'un autre ITM, l'engagement de remplir cette fonction pour l'instrument financier qu'il introduit.

Un ITM peut assurer la tenue de marché sur un instrument financier dont il n'a pas assuré lui-même l'inscription.

Article 134. Lorsqu'il introduit un instrument financier, l'ITM prend les engagements suivants à l'égard de la société émettrice :

a) il assiste la société émettrice dans la préparation des documents d'information visés à l'article 141 de l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles;

b) il publie une analyse sur la société émettrice lors de l'inscription et à l'issue des deux exercices suivants, conformément à l'article 141, 8^o du même arrêté royal du 16 février 1996;

c) il procède, le cas échéant, au placement des instruments financiers;

d) il assure la promotion commerciale des instruments financiers.

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde marktreglement wordt aangevuld als volgt :

« 34° Sponsor-markthouder : le sponsor-markthouder, abrégé : SMH, is een lid dat belast is door de uitgevende vennootschap of de derde vennootschap en dat van de E.B.V.B. de vergunning heeft gekregen om op de nieuwe markt de ene en/of de andere van de twee volgende functies uit te oefenen :

— bijdragen tot de opneming van de financiële instrumenten in de nieuwe markt;

— gedurende ten minste drie jaar na de opneming, de markt houden van de financiële instrumenten waarvoor hij van de E.B.V.B. een vergunning heeft gekregen.

35° Verhandelaar-makelaar : le verhandelaar-makelaar is een lid dat van de E.B.V.B. de vergunning heeft gekregen om op de nieuwe markt orders voor zijn cliënten uit te voeren. Hij mag tevens voor eigen rekening handelen.

36° Het cross : het cross is een melding aan de markt van een verrichting die tussen twee cliënten van eenzelfde tussenpersoon geschiedde en die door deze tussenpersoon werd uitgevoerd. »

Art. 3. Artikel 4, 1e lid, van dit marktreglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het directiecomité organiseert een eerste, een tweede en een nieuwe markt, alsook een markt van de openbare veilingen. »

Art. 4. Een hoofdstuk IX, dat bestaat uit de artikelen 131 tot 156 luidend als volgt, wordt in dit marktreglement ingevoegd :

« HOOFDSTUK IX. — Bijzondere bepalingen betreffende de nieuwe markt

Artikel 131. Alle bepalingen van dit reglement zijn van toepassing op de nieuwe markt, voor zover er niet uitdrukkelijk van wordt afgeweken.

Afdeling 1. — De verschillende statuten van de leden van de nieuwe markt

Artikel 132. Elk lid van de nieuwe markt kan voor één van de volgende statuten of voor beide opteren :

- a) sponsor-markthouder, afgekort : SMH;
- b) verhandelaar-makelaar.

De in lid 1 beoogde keuzemodaliteiten zijn vastgelegd door het directiecomité.

Artikel 133. § 1. De SMH is een lid dat van het directiecomité de vergunning heeft gekregen om op de nieuwe markt één en/of beide van volgende twee functies uit te oefenen :

- a) bijdragen tot de opneming van de financiële instrumenten in de nieuwe markt;
- b) gedurende ten minste drie jaar na de opneming, de markt houden van de financiële instrumenten waarvoor hij van het directiecomité een vergunning heeft gekregen. Die periode kan door het directiecomité worden ingekort wanneer, na akkoord van de uitgevende vennootschap, een andere markthouder er zich toe verbindt in te staan voor het markthouderschap gedurende de vereiste periode om de initiële verbintenis van drie jaar na de opneming te dekken.

§ 2. Indien, voor de opneming van een bepaald financieel instrument, de SMH niet zelf instaat voor het markthouderschap, moet hij, na akkoord van het directiecomité, met een andere SMH de verbintenis aangaan die functie te vervullen voor het financiële instrument dat hij introduceert.

Een SMH kan de markt houden voor een financieel instrument dat niet door hem werd geïntroduceerd.

Artikel 134. Wanneer hij een financieel instrument introduceert, gaat de SMH volgende verbintenissen aan met de uitgevende vennootschap :

a) hij helpt de uitgevende vennootschap bij de voorbereiding van de informatiestukken bedoeld in artikel 141 van het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeurs-vennootschap van Brussel;

b) hij publiceert een analyse over de uitgevende vennootschap bij de introductie en na afloop van de twee volgende boekjaren, overeenkomstig artikel 141, 8^o van hetzelfde koninklijk besluit van 16 februari 1996;

c) in voorkomend geval gaat hij over tot de plaatsing van de financiële instrumenten;

d) hij verzekert de commerciële promotie van de financiële instrumenten.

Les modalités de ces engagements sont réglées par une convention passée entre l'ITM et la société émettrice dont elle joint une copie à la demande d'inscription, conformément à l'article 141, 11° et 12°, du même arrêté royal du 16 février 1996.

Article 135. Dans l'exercice de sa fonction de teneur de marché, l'ITM s'engage également à assurer, dans les conditions fixées aux articles 146 et suivants du présent règlement, la liquidité des instruments financiers pour lesquels il a été habilité; les conditions de cette habilitation ou de son retrait sont fixées par le comité de direction.

L'ITM doit disposer des instruments financiers nécessaires à l'exercice de la fonction de teneur de marché, conformément à l'article 137, § 1^{er}, c) du règlement de la Bourse.

Article 136. Le négociateur-courtier est le seul membre habilité par le comité de direction à exécuter les ordres pour ses clients. Il peut, en outre, agir pour compte propre.

Article 137. Lorsqu'un membre dispose à la fois du statut d'ITM et de négociateur-courtier, les fonctions attachées à ces deux statuts doivent être assurées, pour un même instrument financier, par des personnes physiques différentes et dans l'intérêt des clients.

Section 3. — Modes de négociation

Sous-section 1. — Règles générales

Article 138. Le comité de direction organise la cotation des instruments financiers sur le nouveau marché en mettant à la disposition des membres, par contrat, des systèmes informatisés de diffusion des prix, de confrontation des ordres et de déclaration des transactions.

Article 139. Les cours cotés résultent :

- a) des transactions déclarées par les membres;
- b) et, lors des fixings, de la confrontation des ordres présentés sur le marché.

Article 140. § 1^{er}. Un négociateur-courtier traite un ordre, selon l'une des deux modalités suivantes :

- a) soit le négociateur-courtier introduit l'ordre dans le carnet d'ordres central en vue de participer au fixing suivant;
- b) soit le négociateur-courtier négocie l'ordre avec le teneur de marché affichant le meilleur prix de l'instrument financier.

§ 2. Le négociateur-courtier ne peut se porter contrepartie de son client qu'après avoir consulté l'ITM affichant le meilleur prix. L'ITM peut répondre à ce prix ou à un prix meilleur, pour tout ou partie de l'opération. Dans ce cas, les conditions prévues aux articles 168 et 169 de l'arrêté royal du 16 février 1996 fixant le règlement de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles sont d'application.

Les opérations de contrepartie sur un instrument financier en dehors des fixings sont interdites lorsque, avant le premier fixing ou après le dernier fixing, les ITM n'affichent ni une offre ni une demande sur cet instrument financier.

§ 3. La section 6 du chapitre IV du présent règlement n'est pas d'application au nouveau marché.

Article 141. Pour chaque instrument financier sont affichées en permanence la fourchette de prix et l'indication de la quantité auxquelles il peut être négocié.

Le comité de direction peut suspendre la cotation d'un instrument financier de sa propre initiative ou à la demande de la société émettrice ou de la société tierce. Le comité de direction informe le marché, par avis de la suspension des cotations et de leur reprise.

Article 142. Le client peut demander d'exécuter un ordre sur le système informatique de confrontation des ordres; un ordre qui ne précise pas qu'il peut être exécuté entre les fixings doit être introduit dans le système informatique en vue du prochain fixing.

Sous-section 2. — La tenue de marché

Article 143. Seuls les ITM habilités par le comité de direction, pour un instrument financier donné, peuvent utiliser, pour cet instrument financier, le système informatique d'affichage.

Article 144. Pour chaque instrument financier, le comité de direction détermine, par avis, la quantité minimale ainsi que l'écart maximum entre le prix d'achat et le prix de vente.

De modaliteiten van die verbintenissen worden vastgelegd in een tussen de SMH en de uitgevende vennootschap gesloten overeenkomst, waarvan kopie wordt gevoegd bij de aanvraag tot opneming, overeenkomstig artikel 141, 11° en 12°, van hetzelfde koninklijk besluit van 16 februari 1996.

Artikel 135. In de uitoefening van zijn functie als markthouder verbindt de SMH zich ertoe om, binnen de in de artikelen 146 en volgende van dit reglement vastgestelde voorwaarden, de liquiditeit te waarborgen van de financiële instrumenten waarvoor hij een vergunning heeft gekregen; de voorwaarden van die vergunning of van de intrekking ervan worden bepaald door het directiecomité.

De SMH moet over de voor de uitoefening van de functie van markthouder vereiste financiële instrumenten beschikken, overeenkomstig artikel 137, § 1, c) van het beursreglement.

Artikel 136. De verhandelaar-makelaar is het enige lid dat van het directiecomité de vergunning heeft gekregen orders voor zijn cliënten uit te voeren. Hij kan bovendien voor eigen rekening handelen.

Artikel 137. Wanneer een lid zowel over het statuut van verhandelaar-makelaar als over dat van SMH beschikt, moeten, voor een zelfde financieel instrument, de functies die verbonden zijn aan die twee statuten door verschillende natuurlijke personen en in het belang van de cliënten worden uitgeoefend.

Afdeling 3. — Verhandelingswijzen

Onderafdeling 1. — Algemene regels

Artikel 138. De notering van de financiële instrumenten aan de nieuwe markt wordt georganiseerd door het directiecomité dat, bij middel van een contract, gecomputeriseerde systemen van prijsafbeelding, orderconfrontatie en melding van verrichtingen ter beschikking stelt van de leden.

Artikel 139. De genoteerde koersen vloeien voort :

- a) uit de door de leden gemelde verrichtingen;
- b) en, bij fixings, uit de confrontatie van de op de markt aangeboden orders.

Artikel 140. § 1. Een verhandelaar-makelaar behandelt een order volgens één van de twee volgende modaliteiten :

- a) ofwel voert de verhandelaar-makelaar het order uit in het centrale orderboek teneinde deel te nemen aan de volgende fixing;
- b) ofwel voert de verhandelaar-makelaar het order uit bij de markthouder die de beste prijs van het financiële instrument afbeeldt.

§ 2. De verhandelaar-makelaar mag zich slechts als tegenpartij van zijn cliënt opstellen na consultatie van de SMH die de beste prijs afbeeldt. De SMH kan die prijs of een betere prijs beantwoorden voor de gehele of gedeeltelijke verrichting. In dat geval zijn de voorwaarden voorzien in artikelen 168 en 169 van het koninklijk besluit van 16 februari 1996 tot vaststelling van het reglement van de Effectenbeursvennootschap van Brussel van toepassing.

De tegenpartijverrichtingen in een financieel instrument buiten de fixings zijn verboden wanneer, vóór de eerste fixing of na de laatste fixing, de SMH noch een bod op noch een vraag naar dat financieel instrument afbeeldt.

§ 3. Afdeling 6 van hoofdstuk IV van dit reglement is niet van toepassing op de nieuwe markt.

Artikel 141. Voor elk financieel instrument worden op permanente wijze de prijsmarge en de hoeveelheid waartegen het mag worden verhandeld, afgebeeld.

Het directiecomité kan, op eigen initiatief of op verzoek van de uitgevende vennootschap of van de derde vennootschap, de notering van een financieel instrument schorsen. Het directiecomité brengt de markt, via een bericht, op de hoogte van de schorsing van de noteringen en van hun wederopneming.

Artikel 142. De cliënt kan vragen een order uit te voeren op het computersysteem van de orderconfrontatie; een order waarvoor niet wordt aangeduid dat het tussen de fixings mag worden uitgevoerd, moet in het computersysteem worden ingevoerd met het oog op de volgende fixing.

Onderafdeling 2. — Het markthouderschap

Artikel 143. Enkel de SMH die van het directiecomité een vergunning hebben gekregen, mogen, voor een gegeven financieel instrument, het gecomputeriseerde afbeeldingssysteem gebruiken.

Artikel 144. Voor elk financieel instrument stelt het directiecomité in een bericht de minimumhoeveelheid vast, alsook het maximumverschil tussen beoogde aankoop prijs en verkoop prijs.

Article 145. Entre deux confrontations des ordres par fixing, tout ITM a l'obligation de maintenir en permanence, dans le système informatique d'affichage, des prix fermes à l'achat et à la vente, valables pour une quantité minimale, et auxquels il est prêt à négocier cet instrument financier. Il a l'obligation de traiter à ces prix, ou à des prix meilleurs, un ordre qui lui est présenté par un négociateur-courtier sur le nombre d'instruments financiers, qu'il affiche. Il a également l'obligation de traiter aux mêmes conditions, la quantité minimale d'instruments financiers visée à l'article 146, pour laquelle il s'est engagé.

Article 146. Avant le premier fixing de la séance de marché et après le dernier fixing, les ITM peuvent utiliser le système informatique d'affichage. Dans ce cas, ils ont l'obligation de traiter, à ces prix et/ou à des prix meilleurs, un ordre qui leur est présenté par un négociateur-courtier sur un nombre d'instruments financiers, égal ou inférieur à la quantité minimale.

Article 147. Un ITM, habilité à exercer la tenue de marché sur un instrument financier déterminé, a l'obligation d'introduire, dans le carnet d'ordres du système informatique de confrontation des ordres, des ordres à l'achat et à la vente, quinze minutes avant chaque fixing, pour une quantité au moins égale à la quantité minimale visée à l'article 146 du présent règlement.

L'écart entre le prix de vente et le prix d'achat ne peut être supérieur à l'écart maximum visé à l'article 146 du présent règlement.

Article 148. Après accord du comité de direction, un ITM peut ajuster temporairement la quantité minimale visée à l'article 146 en fonction de l'évolution du marché.

Article 149. Le comité de direction peut, à la demande de l'ITM, suspendre ses obligations, lors de circonstances de marché exceptionnelles, telles qu'un décalage généralisé des cours, des nouvelles sur l'instrument financier ou toute autre information ou perturbation qui rendrait impossible la gestion normale de la tenue de marché.

Le comité de direction informe le marché par un avis, de la suspension et de la reprise des obligations de tenue de marché.

Sous-section 3. — La confrontation des ordres par fixing

Article 150. Ayant la première confrontation, ainsi qu'entre deux fixings d'une même journée d'ouverture de marché, les ordres peuvent être introduits dans le système informatique de confrontation des ordres, sans provoquer de transaction.

Article 151. Deux fois par séance de marché, il est procédé, pour chaque instrument financier, à une confrontation des ordres enregistrés par le système de cotation et, si cette confrontation le permet, à la cotation d'un cours.

Article 152. Dans le cadre d'un fixing, le comité de direction réserve la cotation d'un instrument financier dès lors qu'il constate que l'état des offres et des demandes enregistrées dans le carnet d'ordres ne peut conduire qu'à la cotation d'un cours qui dépasse de plus de 10 % le cours de référence issu du dernier fixing, sauf exception motivée par l'intérêt du marché. Dans ce cas, le comité de direction, peut retenir un autre seuil après avoir informé le marché dans un délai suffisant.

Le comité de direction prend, en cas de réservation, les mesures décrites à l'article 55 du présent règlement.

Article 153. Pour les instruments financiers ne faisant plus l'objet d'une tenue de marché après la période de trois ans visée à l'article 133, § 1^{er}, b, le comité de direction peut organiser des fixings supplémentaires. En dehors des fixings, il peut, en outre, autoriser l'enregistrement de cross et des opérations de contrepartie.

Le comité de direction publie, dans un avis, les modalités des fixings supplémentaires ainsi que les conditions des opérations de contrepartie autorisées.

Bruxelles, le 13 janvier 1997.

Le Président du comité de direction,
O. LEFEBVRE

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 13 janvier 1997.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Artikel 145. Tussen twee orderconfrontaties via fixing is elke SMH verplicht op permanente wijze in het gecomputeriseerde afbeeldingssysteem vaste aankoop- en verkoopprijzen aan te houden, die geldig zijn voor een minimumhoeveelheid en waartegen hij bereid is het financiële instrument te verhandelen. Hij is verplicht tegen deze prijs, of tegen betere prijzen, een order te behandelen dat hem wordt aangeboden door een verhandelaar-makelaar voor het aantal financiële instrumenten dat hij afbeeldt. Hij is tevens verplicht de minimumhoeveelheid financiële instrumenten beoogd in artikel 146, te behandelen waarvoor hij de verplichting heeft aangegaan onder dezelfde voorwaarden.

Artikel 146. Vóór de eerste fixing van de marktzitting en na de laatste fixing mogen de SMH het gecomputeriseerde afbeeldingssysteem gebruiken. In dat geval zijn zij verplicht een order, dat hem wordt aangeboden door een verhandelaar-makelaar voor een aantal financiële instrumenten gelijk aan of lager dan de minimumhoeveelheid, uit te voeren tegen deze prijs en/of betere prijzen.

Artikel 147. Een SMH die gemachtigd is het markthouderschap uit te oefenen voor een bepaald financieel instrument is verplicht de aankoop- en verkooporders in te voeren in het gecomputeriseerde orderboek van de orderconfrontatie vijftien minuten vóór elke fixing voor een hoeveelheid die minstens gelijk is aan de in artikel 146 van dit reglement beoogde minimumhoeveelheid.

Het verschil tussen de verkoopprijs en de aankoopprijs mag niet groter zijn dan het maximumverschil bedoeld in artikel 146 van dit reglement.

Artikel 148. Mits toestemming van het directiecomité, mag een SMH de minimumhoeveelheid als beoogd in artikel 146 tijdelijk aanpassen aan de marktevolutie.

Artikel 149. Op verzoek van de SMH kan het directiecomité hem ontslaan van zijn verplichtingen indien er zich uitzonderlijke markt-omstandigheden voordoen, zoals een algemene vertraging van de koersen, nieuws over het financiële instrument of elke andere informatie of storing die het normale beheer van het markthouderschap onmogelijk maakt.

Het directiecomité brengt de markt via een bericht op de hoogte van de schorsing en van de wederopneming van de verplichtingen verbonden aan het markthouderschap.

Onderafdeling 3. — De orderconfrontatie via fixing

Artikel 150. Vóór de eerste confrontatie alsook tussen twee fixings van een zelfde openingsdag van de markt mogen orders worden ingevoerd in het gecomputeriseerde systeem van orderconfrontatie, zonder een verrichting teweeg te brengen.

Artikel 151. Twee maal per marktzitting voert het noteringsstelsel, voor elk financieel instrument een confrontatie uit van de ingevoerde orders en indien de confrontatie het toestaat, wordt een koers genoteerd.

Artikel 152. In het kader van een fixing reserveert het directiecomité de notering van een financieel instrument zodra het vaststelt dat de stand van de in het orderboek ingevoerde aanvragen en aanbiedingen slechts aanleiding kan geven tot de notering van een koers die méér dan 10 % overschrijdt van de referentekoers die voortvloeit uit de laatste fixing, behalve een door de belangen van de markt gemotiveerde uitzondering. In dat geval mag het directiecomité een andere drempel vastleggen na de markt hierover tijdig op de hoogte te hebben gebracht.

In geval van reservering treft het directiecomité de maatregelen beschreven in artikel 55 van dit reglement.

Artikel 153. Voor de financiële instrumenten waarvoor geen markthouderschap meer bestaat na het aflopen van de periode van drie jaar beoogd in artikel 133, § 1, b, kan het directiecomité bijkomende fixings organiseren. Buiten de fixings mag het bovendien crossregistraties toelaten alsook tegenpartijverrichtingen.

Het directiecomité maakt in een bericht de modaliteiten bekend van de bijkomende fixings alsook de voorwaarden van de toegestane tegenpartijverrichtingen.

Brussel, 13 januari 1997.

De Voorzitter van het directiecomité,
O. LEFEBVRE

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 januari 1997.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT